

Les entreprises ne créent pas l'emploi

Il faut avoir sérieusement forcé sur les boissons fermentées, et se trouver victime de leur propension à faire paraître toutes les routes sinueuses, pour voir, comme s'y emploie le commentariat quasi-unanime, un *tournant* néolibéral dans les annonces récentes de François Hollande [1]. Sans porter trop hauts les standards de la sobriété, la vérité appelle plutôt une de ces formulations dont Jean-Pierre Raffarin nous avait enchantés en son temps : la route est droite et la pente est forte — mais très descendante (et les freins viennent de lâcher).

Entreprise, mon amour ?

En effet, droit, c'est droit ! Et depuis l'origine. Evidemment, pour s'en apercevoir, il aurait fallu prêter un peu plus attention aux six premiers mois de la présidence Hollande, où tout a été posé pour cinq ans, et les actes et la logique des actes.

Ce texte est la version longue de [l'article paru dans *Le Monde diplomatique* de mars 2014](#).

Les actes d'abord, en une séquence impressionnante de cohérence : ambassade du premier ministre à l'université du MEDEF, reculade devant les « pigeons », rapport Gallois, consécration législative de l'ANI (Accord National Interprofessionnel) — et tout le reste à l'avenant : Jérôme Cahuzac qui n'a « *jamais cru à la lutte des classes* » [2], heureusement remplacé par Bernard Cazeneuve qui voit, lui, distinctement que « *les entreprises ne sont pas des lieux d'exploitation ou d'accumulation de profit* » [3], l'un puis l'autre sous la tutelle éclairée de Pierre Moscovici qui pense que « *pour lutter contre l'exil fiscal, il faut avant tout valoriser le site France qui doit être accueillant pour les entreprises, les talents* » [4], qu'il ne doit pas y avoir de loi sur les rémunérations patronales, matière en laquelle il faut préférer « *agir dans le dialogue (...) et miser sur une autorégulation exigeante* » [5], qui pense tellement de choses d'ailleurs... Essentiellement résumable à une : « *les entreprises sont au cœur de notre politique économique* » [6].

Et voilà énoncée la logique des actes. Pauvre logique qui transpire les stratégies du désespoir et de la renonciation. Car les tendances longues de la trahison idéologique se mêlent ici aux calculs égarés de la panique quand, ayant abandonné toute idée de réorienter les désastreuses politiques européennes, ayant même fait le choix de les durcir un peu plus avec le TSCG, et par conséquent privé de toute possibilité de relance, il ne reste plus pour se sauver du naufrage complet que le radeau de la Méduse : « l'entreprise » comme ultime providence, c'est-à-dire... le MEDEF comme planche de salut. Formidable effort de la vie sauve et géniale trouvaille au bord de l'engloutissement : « *La seule chose qu'on n'a pas essayé, c'est de faire confiance aux entreprises* » [7]. Ah ! la riche idée : faire confiance aux entreprises... Faire confiance au preneur d'otages en se jetant dans ses bras, persuadé sans doute que l'amour appelle invinciblement l'amour — et désarme les demandes de rançon.

La prise d'otages du capital

Contrairement à ce qu'exclamerait dans un unisson d'horloges synchronisées la cohorte éditorialiste, scandalisée qu'on puisse parler de « prise d'otages », il n'y a pas une once d'outrance dans le mot, dont il faut même soutenir qu'il est analytiquement dosé au plus juste. Il est vrai que l'altération perceptive qui fait voir les droites sous l'espèce de la courbure est en accord avec cette autre distorsion qui conduit à voir des « prises d'otages » partout — chez les cheminots, les postiers, les éboueurs, et plus généralement tous ceux qui se défendent comme ils peuvent des agressions répétées dont ils sont l'objet —, sauf où il y en a vraiment. Il est vrai également que le capital a pour lui tous les privilèges de la lettre volée d'Edgar Poe [8], et que sa prise d'otages, évidente, énorme, est devenue invisible à force d'évidence et d'énormité. Mais par un effet de cécité qui en dit long sur le pouvoir des idées dominantes, pouvoir de faire *voir* le monde à leur manière, en imposant leur forme au réel, et en rendant invisible tout ce qui pourrait les contredire, par cet effet de cécité, donc, la plus massive des prises d'otages est devenue la moins remarquée, la plus entrée dans les mœurs.

Or, comme Marx l'avait remarqué, le capitalisme, c'est-à-dire le salariat, est une prise d'otage de la vie même ! Dans une économie monétaire à travail divisé, nulle autre possibilité de reproduire la vie matérielle que d'en passer par l'argent du salaire... c'est-à-dire l'obéissance à l'employeur. Et s'il n'y avait eu la conquête de haute lutte des institutions de la protection sociale, on ne voit pas bien ce qui séparerait la logique profonde de la mise au travail capitaliste d'un pur et simple « marche ou crève ».

Le capital ne prend pas en otage que la vie des individus séparément, mais également — en fait d'un seul et même tenant — leur vie collective, celle-là même dont la politique est l'expression, et qui donne normalement à la politique son objet. Mais voilà, l'objet de la politique est dans les pattes d'un autre : le capital. Cette captation a pour principe majeur que toute la reproduction matérielle, individuelle et collective, est désormais entrée sous la logique de l'accumulation du capital : la production des biens et des services qui reproduisent la vie matérielle n'est plus effectuée que par des entités économiques déclarées capitalistes et bien décidées à n'opérer que sous la logique de la marchandisation profitable. Et pour principe

mineur la capacité d'initiative dont jouit le capital : le capital financier a l'initiative des avances monétaires qui financent les initiatives de dépenses du capital industriel — dépenses d'investissement ou dépenses de recrutement. Aussi les décisions globales du capital déterminent-elles le niveau général de la conjoncture, c'est-à-dire les conditions dans lesquelles les individus trouvent les moyens — salariaux — de leur reproduction. C'est ce pouvoir de l'initiative, pouvoir d'impulsion du cycle de la production, qui confère au capital une place stratégique dans la structure sociale d'ensemble — la place du preneur d'otages, puisque tout le reste de la société n'en finit pas d'être suspendu aux décrets du capital et à son bon vouloir.

Sous la menace de la grève de l'investissement

Sans doute l'intensité de la prise d'otages se trouve-t-elle modulée par la configuration historique concrète du capitalisme au moment considéré. Le rapport de force entre le capital et le travail, on pourrait même dire entre le capital et tout le reste de la société, n'est pas le même lorsque le commerce international, les investissements directs et les mouvements de capitaux sont très régulés, et lorsqu'ils ne le sont pas. C'est d'ailleurs le propre du néolibéralisme que d'avoir accru quasiment sans limite les possibilités stratégiques du capital, en abattant systématiquement les barrières qui jusqu'ici renaient ses calculs.

Il fallait donc avoir l'humanisme chrétien, ou la bêtise crasse, chevillée au corps pour s'imaginer que le capital pourrait, comme toute puissance en marche, ne pas pousser son avantage jusqu'à sa *dernière extrémité*, et pour croire qu'il trouverait de lui-même les voies de la décence ou de l'autorégulation. Or cette « dernière extrémité », très exactement appuyée à la capacité d'initiative qu'on vient de décrire, consiste en ce que le capital est en mesure d'exiger de la société qu'il soit fait droit à toutes ses demandes pour que l'initiative soit effectivement lancée. Faute de quoi il pratiquera la *grève de l'investissement* — « grève », n'est-ce pas là le mot qui, dans la boîte à deux neurones de l'éditorialiste quelconque, déclenche habituellement l'association avec « prise d'otages » ?

Bien sûr pour qu'il y ait arc électrique dans cette boîte-là, il faudrait que cette grève, d'un genre spécial, se donne à voir sous des formes plus standard. Or ni piquet, ni banderole, ni brasero dans les grèves du capital, mais plutôt une retenue silencieuse — de l'investissement —, accompagnée d'un lamento bruyant, lamento de la création empêchée, à base d'énergies qui voudraient tant être libérées (et qui sont tant bridées), d'étouffement réglementaire et de strangulations fiscales, ou plus subtilement d'attractivité du territoire (médiocre) et par conséquent de fuite des talents, bref le discours du positif contrarié — pour ainsi dire le discours des forces de la vie, que seule une perversité mortifère peut avoir l'idée de retenir.

Evidemment le discours du positif a le gros bâton du négatif sous la main. Car si la société n'exécute pas les quatre volontés du capital, le capital a les moyens de le faire sentir à la société — et ceci du fait même qu'il a capté la maîtrise entière de sa reproduction matérielle. Il faut alors prendre un peu de recul pour mieux mesurer l'ampleur de la prise d'otages, et l'efficacité du rançonnement, depuis la suppression de l'autorisation administrative de licenciement au milieu des années 80 jusqu'aux dispositions scélérates de l'ANI, en passant par la baisse de l'impôt sur les sociétés, la défiscalisation des stock-options, les atteintes multiples au CDI, le travail du dimanche, etc., liste interminable de butins de guerre, dont il faut comprendre qu'elle est vouée à s'allonger indéfiniment tant qu'il ne se trouvera pas en face de la puissance du capital une puissance de même échelle mais de sens opposé pour le ramener autoritairement à la modération, car, la liste précédente l'atteste suffisamment, le capital *n'a aucun sens de l'abus*.

Le capital-enfant

Intensifiée comme jamais par la configuration institutionnelle du néolibéralisme, la capture — la prise d'otages — constitutionnelle au capitalisme a porté le rançonnement de la société entière à des degrés inouïs, mesurables par l'impudence déboutonnée de ses ultimatums. Le capital ne négocie plus avec la société : il extorque. Pourquoi se gênerait-il ? Sous le nom de « mondialisation », la situation structurelle a été aménagée pour maximiser son pouvoir matériel et symbolique, et il est dans la (tauto)logique des choses qu'une puissance à laquelle a été ôtée toute limite ne connaisse plus de limite. C'est pourquoi le capital désormais dicte ses demandes — on prétend que le pacte de responsabilité a été livré à Hollande clé en mains par Gattaz qui s'en défend à peine —, à défaut de quoi, il bloquera tout.

La compréhension de ce blocage demande alors de sortir de l'abstraction macroscopique du « capital » pour se transporter dans les psychés patronales ordinaires, et y observer *in situ* moins le cynisme ouvert de l'institution MEDEF que le sentiment du « bon droit » des patrons individuels, sentiment d'une évidente légitimité, ou bien celui d'une véritable offense au moindre refus, et la réaction totalement infantile du « si c'est comme ça... » qui s'en suit invariablement — « si c'est comme ça, je m'en vais », « si c'est comme ça la France n'aura plus mon talent », « si c'est comme ça, je paye mes impôts ailleurs », « si c'est comme ça, mon énergie n'est plus du tout libérée », « si c'est comme ça, je ne peux pas innover », « si c'est comme ça, je n'embaucherai pas ».

L'hypothèse infantile est décidément la bonne puisque la perte des limites fait invariablement remonter la part de l'enfant-tyran. A l'image de la psychologisation générale de la société, une des tendances les plus profondes du néolibéralisme, le débat politique se trouve donc entraîné dans une effarante régression où ne comptent plus que les conditions du confort

psychique de l'enfant-patron. Pierre Gattaz réclame qu'on lui évite toute disposition « *stressante* ». Mais c'est sans doute Fleur Pellerin qui va le plus loin dans la grammaire du dorlotement en reconnaissant bien volontiers que « *le milieu entrepreneurial a encore besoin de preuves d'amour* » [9]. Voilà donc où nous en sommes : pour obtenir des patrons qu'ils daignent faire leur travail, la société doit leur témoigner de « l'amour », et surtout veiller à leur éviter toute contrariété. Stade ultime de la prise d'otages, où le preneur d'otages, en plus de la rançon, réclame d'être aimé, l'extorsion matérielle cherchant à se prolonger sous une forme délirante en extorsion affective.

Et c'est avec ce genre de complexion que la Droite Complexée du président Hollande imagine passer un pacte de *responsabilité* ! idée folle conduisant inévitablement à se demander lequel des deux « contractants » est le plus irresponsable, le capital-enfant qui ne connaît plus aucun frein et violentera jusqu'au bout la société otage, ou le gouvernement qui persiste, contre toute évidence, à en faire un partenaire « responsable ». Il faut en tout cas avoir au choix la franche bêtise ou, plus probablement, le cynisme retourneur de veste de M. Montebourg pour oser dire que le pacte consiste en « *une réconciliation de la nation autour de l'entreprise* », en contrepartie de laquelle il est attendu que « *l'entreprise secoure la nation* » [10].

La curieuse science expérimentale des baisses de cotisations

Supposé qu'il passe parfois dans quelque esprit gouvernemental l'ombre d'un doute, le capital, lui, ne se pose pas ce genre de question. Tout à sa poursuite des coudées larges et de la suppression fiscale, il demande, menace... et obtient. Bref il commande. De toutes ses revendications, la plus constamment réaffirmée a pour objet les cotisations sociales — les « charges » — et le voilà de nouveau satisfait. Mais d'une satisfaction qui va s'usant — avec la force de l'habitude — et réclame sans cesse des montants plus importants pour se soutenir. C'est pourquoi — assez d'être timoré ! — Pierre Gattaz se propose toutes les audaces de l'arrondi supérieur : 100 milliards de réduire, c'est beau, c'est net, pas compliqué à retenir, maintenant, donc, il nous faut 100 milliards. Double effet caractéristique de l'addiction et de l'accoutumance, le capital déclare qu'il ne peut plus vivre, et donc qu'on ne pourra pas compter sur lui, s'il n'a pas sa dose. Le fait est que depuis presque trois décennies de pratique intensive des baisses de cotisations sociales, sans compter les aides variées à l'emploi et les allègements de toutes sortes — Gérard Filoche en estime le total à 65 milliards d'euros [11], soit 3 bons points de PIB tout de même —, le capital n'a même plus à chercher la seringue : il a le cathéter branché à demeure.

Mais le vrai mystère dans toute cette affaire réside bien dans le fait même de politiques entretenues depuis si longtemps alors que leur inefficacité est si continûment avérée — elle, pour des raisons qui n'ont rien de mystérieux : parce que le coût salarial complet n'est qu'une fraction relativement modeste du coût total (25 %) [12] et que même les 100 milliards de Gattaz n'aboutiraient qu'à une baisse du coût de production de 3,5 % [13], une misère à la merci du moindre renchérissement de matière première, pour ne rien dire d'un mouvement de change d'un compétiteur extra-européen. A ce propos, et dans le registre du passeur de plats, signalons le commentaire tout de bienveillance de Daniel Cohen pour qui il ne faut voir dans le pacte de responsabilité « *aucune conversion idéologique* » [14] mais une simple « *option pratique* », le pacte consistant, « *privé de l'arme monétaire, (...) à gagner en compétitivité (...) par une dévaluation fiscale* ». Ceci, d'ailleurs, avant de suggérer « *d'indexer [les prestations] des systèmes sociaux sur la croissance* », soit la proposition même du MEDEF, et cette remarquable convergence du patronat, de la Droite Complexée et de ses économistes de service ne peut en effet être mise au compte d'aucune « conversion idéologique » — à l'évidence, l'unanimité spontanée des raisonnables.

Mais que dire également de l'imitation de tous les pays européens dans la course à la baisse du coût du travail, sinon qu'elle n'a pas d'autre effet que l'attrition générale des standards sociaux sans le moindre gain de compétitivité puisque celle-ci n'est jamais qu'un avantage *différentiel*, comme tel annulé par son adoption généralisée. Ou encore de la théorie dite du *wage-gap*, soutenant que le chômage est un effet de déséquilibre de l'offre et de la demande sur le marché du travail dû à un excès du prix du travail, sinon qu'elle est fausse et archi-fausse [15].

Mais aucune de ces évidences n'a la moindre prise, ni sur le patronat évidemment — il ne faut pas trop demander —, ni sur le commentariat qui jacasse la baisse des charges à l'unisson du MEDEF, ni surtout sur le gouvernement socialiste à qui pourtant ces conneries coûtent les yeux de la tête ! Le voilà alors le vrai pouvoir des idées dominantes : le pouvoir de se maintenir *envers et contre tout*, contre toutes les objections de l'analyse et contre toutes les infirmations du réel — et il n'en a pas manqué depuis plus de vingt ans de baisses continues de tout et de stagnation prolongée dans le chômage de masse. Le pouvoir des idées dominantes, c'est ce privilège des épistémologies asymétriques, c'est-à-dire d'un rapport totalement distortu à l'expérience : on poursuivra pendant des décennies, et jusqu'au bout, la mise en œuvre du faux que l'on continuera, contre toute évidence, de déclarer le vrai, là où on ne laisserait pas six mois à une tentative authentiquement alternative.

Car il faut s'efforcer d'imaginer un programme de rupture avec le néolibéralisme et surtout se figurer ce que serait la réaction du commentariat aux turbulences qui suivraient nécessairement d'une refonte de l'ordre institutionnel du capitalisme (encore ne parle-t-on même pas ici de *sortie du capitalisme...*) : glapissements et hauts cris, rappels à l'ordre de la « raison économique », avertissements que ça ne marche pas et que ça ne marchera jamais, injonction à faire une

démonstration immédiate d'efficacité, quand le néolibéralisme ne cesse, lui, de nous appeler à la sagesse du long terme (où « s'obtiennent vraiment ses effets »), et de nous renvoyer à la patience, patience des efforts de compétitivité qui « finiront par payer », patience de l'Europe qui sera bientôt sociale, enfin plus tard... — il faudra, donc, se souvenir de cette asymétrie des exigences temporelles, qui somme les uns au court terme et accorde aux autres le long, le très long terme, pour ne pas oublier, si jamais vient un jour le moment de la transformation sociale, de préciser que nous demanderons nous aussi vingt ans et pas une journée de moins.

Les entreprises ne créent pas l'emploi

Mais le pire dans toute cette affaire c'est peut-être l'irréversible inanité de la stratégie Hollande et de ses conseillers, esprits entièrement colonisés par la vue MEDEF du monde et qui n'ont d'autre point de départ de toutes leurs réflexions que la prémisse, l'énoncé princeps du néolibéralisme, il est vrai répété partout, entré dans toutes les têtes sur le mode de l'évidence au-delà de toute question : « ce sont les entreprises qui créent l'emploi ». Cet énoncé, le point névralgique du néolibéralisme, c'est la chose dont la destruction nous fait faire un premier pas vers la sortie de la prise d'otages du capital.

En tout cas, derrière « les entreprises ne créent pas d'emploi » il ne faut certainement pas voir un énoncé à caractère empirique — que les vingt dernières années confirmeraient pourtant haut la main en tant que tel... Il s'agit d'un énoncé conceptuel dont la lecture correcte n'est d'ailleurs pas « les entreprises ne créent pas d'emploi » mais « les entreprises ne créent pas l'emploi ». Les entreprises n'ont aucun moyen de *créer* par elles-mêmes les emplois qu'elles offrent : ces emplois ne résultent que de l'observation du mouvement de leurs commandes dont, évidemment, elles ne sauraient décider elles-mêmes, puisqu'elles leur viennent *du dehors* — du dehors, c'est-à-dire du bon-vouloir dépensier de leurs clients, ménages ou autres entreprises.

Dans un éclair de vérité fulgurant autant qu'inintentionnel, c'est Jean-François Roubaud, président de la CGPME et Saint Jean Bouche d'or, qui a vendu la mèche, à un moment, il est vrai, voué à être puissamment révélateur : le moment de la discussion des « contreparties ». Comme on sait à l'instant T moins epsilon qui précède la conclusion du « pacte », le patronat jure sur la tête du marché qu'il s'en suivra des créations d'emplois par centaines de mille et, comme de juste, à l'instant T plus epsilon on n'est tout d'un coup plus sûr de rien, il faudra voir de près, ne nous emballons pas, en tout cas il faut nous faire confiance.

Et voilà ce gros nigaud de Roubaud qui déballe tout sans malice ni crier gare : « *encore faut-il que les carnets de commandes se remplissent...* » [16] répond-il en toute candeur à la question de savoir si « *les entreprises sont prêtes à embaucher en échange* » [17]. C'est pas faux Roubaud ! Or si les entreprises « produisaient » elles-mêmes leurs propres carnets de commandes, la chose se saurait depuis un moment et le jeu du capitalisme serait d'une déconcertante simplicité. Mais non : les entreprises enregistrent des flux de commandes sur lesquels elles n'ont que des possibilités d'induction marginale (et à l'échelle agrégée de la macroéconomie aucune possibilité *du tout* [18]) puisque ces commandes ne dépendent que de la capacité de dépense de leurs clients, laquelle capacité ne dépend elle-même que de leurs carnets de commande à eux [19], et ainsi de suite jusqu'à se perdre dans la grande interdépendance qui fait le charme du circuit économique.

A quelques variations près, réglées par la concurrence inter-firmes, la formation des carnets de commandes, dont Roubaud nous rappelle — pertinemment — qu'elle décide de tout, ne dépend donc pas des entreprises individuellement, *mais du processus macroéconomique général*. En situation de passivité face à cette formation de commandes, qu'elles ne font qu'enregistrer, les entreprises ne créent donc aucun emploi, mais ne font que *convertir en emplois* les demandes de biens et services qui leurs sont adressées. Là où l'idéologie patronale nous invite à voir un acte démiurgique devant tout à la puissance souveraine (et bénéfique) de l'entrepreneur, il y a donc lieu de voir, à moins grand spectacle, la mécanique totalement hétéronome de l'offre répondant simplement à la demande externe.

On dira cependant que les entreprises se différencient, que certaines réduisent mieux leurs prix que d'autres, innover plus que d'autres, etc. Ce qui est vrai. Mais n'a *in fine* d'effet que sur la répartition entre elles toutes de la demande globale... laquelle demeure irrémédiablement bornée par le revenu disponible macroéconomique. Ne peut-on pas aller chercher au dehors un surplus de demande au-delà de la limite du revenu interne ? Oui, on le peut. Mais le cœur de l'argument n'en est pas altéré pour autant : les entreprises enregistrent, à l'export comme à domicile, des demandes que, par construction, elles ne peuvent pas, individuellement, contribuer à former, et elles se borneront (éventuellement) à convertir ces commandes en emplois. En d'autres termes, les emplois ne sont que le reflet de demandes passivement perçues. Aucun geste « créateur » du type de celui que revendique l'idéologie patronale là-dedans. Les entrepreneurs et les entreprises ne créent rien (en tout cas en matière d'emploi) — ce qui ne veut pas dire qu'elles ne font rien : elles se font concurrence pour capter comme elles peuvent des flux de revenu-demande, et font leur boulot avec ça.

Non pas les entreprises : la conjoncture

Tout ceci signifie alors que nous n'avons pas à déférer à toutes leurs extravagantes demandes au motif qu'elles détiendraient le secret de la « création des emplois ». Elles ne détiennent rien du tout. Mais si l'emploi n'est pas créé par les entreprises,

par qui l'est-il donc, et à qui devraient aller nos soins ? La réponse est que le « sujet » de la création des emplois n'est pas à chercher parmi les hommes, en vérité le « sujet » est un non-sujet, ou pour mieux dire la création des emplois est l'effet d'un *processus sans sujet*, un processus dont le nom le mieux connu est *la conjoncture économique* — terrible déception de ceux qui attendaient l'entrée en scène d'un héros... La conjoncture économique est en effet ce mécanisme social d'ensemble par quoi se forment simultanément revenus, dépenses globales et production. Elle est un effet de composition, la synthèse inintentionnelle et inassignable des myriades de décisions individuelles, celles *des* ménages qui vont consommer plutôt qu'épargner, celles *des* entreprises qui lanceront ou non des investissements — et, drame pour la pensée libérale-héroïsante, il faut avoir la sagesse intellectuelle de s'intéresser à un processus *impersonnel*.

Mais s'y intéresser, on le peut, et très concrètement même ! Car la conjoncture est un processus qui, dans une certaine mesure se laisse piloter. C'est précisément l'objet de cette action qu'on appelle la politique macroéconomique. Mais, de cela, le gouvernement « socialiste » a manifestement abdiqué toute velléité : ligoté par les contraintes européennes qui ont si bien neutralisé toute possibilité de politique économique active, et ayant renoncé par avance à tout effort de retrouver quelque marge de manœuvre en cette matière, il ne lui est plus resté qu'à dévaler avec tout le monde la pente de l'idéologie libérale-entrepreneuriale pour former le puissant raisonnement que « si ce sont les entreprises qui créent les emplois, alors il faut être très gentil avec les entreprises ».

Cependant, n'y a-t-il pas une contradiction à dire que le capital a toute initiative et qu'il prend — activement — la société en otage, quand, par ailleurs, on soutient que les entreprises sont réduites à enregistrer — passivement — des demandes qu'elles n'ont aucun pouvoir de former, et qu'elles n'ont dès lors nulle capacité de « créer l'emploi ». Il n'y a là en fait rien de contradictoire mais l'effet d'une asymétrie d'échelle, et une discontinuité classique quand on passe du microéconomique au macroéconomique. Les entreprises *séparément* n'ont aucune prise sur rien. C'est la composition de toutes leurs décisions qui fait tout. Mais cette composition est la plupart du temps inintentionnelle et sans cohérence spéciale — on en constate juste le résultat —, puisque c'est précisément le propre d'une économie de marché, c'est-à-dire d'une économie décentralisée que les agents y prennent leurs décisions par devers eux et sans coordination avec les autres. Aussi chacun d'eux est-il renvoyé à son isolement et à sa condition passive.

La situation change lorsque se présente un coordinateur. Le « capital » prend peut-être son sens le plus haut lorsqu'il apparaît ainsi sous l'espèce de la collectivité *coordonnée* des détenteurs de moyens de production. Certes le capital existe hors de cet état coordonné, et l'on peut bien maintenir qu'il est souverain — et preneur d'otages. Mais c'est un souverain désarticulé — un pur effet de composition acéphale. Et il n'est qu'un preneur d'otages *de fait*. Disons plus précisément : la société se retrouve otage du processus impersonnel en quoi consiste la synthèse des décisions des propriétaires individuels. Le souverain preneur d'otages ne prend alors vraiment sa forme consistante qu'au moment où le capital accède au stade du pour-soi en se posant, sous l'égide d'un coordinateur explicite (typiquement le MEDEF), comme une unité d'action consciente. C'est par passage du microéconomique au macroéconomique, c'est-à-dire de *l'entreprise* au *capital*, qu'apparaît véritablement la lutte de classes à l'échelle de la société entière, soit : un groupe constitué et unifié contre le reste.

On dira que ce capital coordonné se tire une balle dans le pied lorsqu'il s'engage dans son chantage caractéristique de la grève de l'investissement puisque, à gémir que rien n'est possible, il conduit en effet tous ses membres à gémir de concert, et de concert aussi à retenir leurs avances (leurs projets)... c'est-à-dire *in fine* à torpiller pour de bon la conjoncture dont pourtant ils vivent tous. Se seraient-ils coordonnés sur la position inverse qu'ils ne se seraient pas moins donné raison, mais cette fois en soutenant une conjoncture brillante... telle qu'ils auraient tous contribué à la former. Mais d'une part, le capital, dont Marx rappelait qu'il est incapable de dépasser « ses intérêts grossiers et malpropres », est le plus souvent hors d'état d'accéder à ce degré de rationalité. Et d'autre part, c'est l'horizon même de ces intérêts grossiers et malpropres qui lui désigne les bénéfices immédiats du chantage à l'investissement, contre lequel il espère bien ramasser autant d'avantages en nature (exonérations de toutes sortes, réglementaires et fiscales) que possible — et c'est une rationalité qui en vaut une autre : non pas la rationalité de l'entrepreneur mais celle de l'extorsion. Et si, par une asymétrie caractéristique, le capital refuse, au nom d'un argument idéologique, la coordination positive de l'investissement (« que le libre marché fasse son œuvre ! »), il est en revanche très capable de la coordination négative du chantage et de l'ultimatum.

On peut donc soutenir sans la moindre contradiction et la thèse de la prise d'otages (globale, celle du *capital*) et celle de la vaine prétention des *entreprises* à « créer l'emploi ». Les entreprises, séparément, ne créent rien. Mais il est vrai que, ligüées en capital coordonné, elles décident de tout. Reconnaissons qu'à la profondeur où l'ânerie des « entrepreneurs qui créent l'emploi » est désormais enkystée, mesurable à la vitesse-éclair à laquelle elle vient à la bouche de l'éditorialiste quelconque, le travail d'éradication va demander du temps. Raison de plus pour l'entamer tout de suite. La politique se portera mieux, c'est-à-dire un peu plus rationnellement, quand ses discours commenceront d'être à peu près purgés de toutes les contrevérités manifestes, et manifestement attachées à un point de vue très particulier sur l'économie, et quand les schèmes de pensée automatique que ces contrevérités commandent auront été désactivés. *Les entreprises ne créent pas l'emploi : elles « opèrent » l'emploi déterminé par la conjoncture. Si l'on veut de l'emploi, c'est à la conjoncture qu'il faut s'intéresser, pas aux entreprises.*

Mais faire entrer ça dans une tête « socialiste »... Il est vrai que parmi le programme chargé des conversions symboliques à opérer, il y a à défaire l'habitude irréflectée qui consiste à donner le parti socialiste pour la gauche, et à donner (très inconsidérément) de la gauche au parti socialiste. Alors que, rappelons-le, et il met d'ailleurs assez d'effort comme ça pour

qu'on n'en doute plus et qu'on puisse l'en « créditer », le parti socialiste : c'est la droite ! La Droite Complexée. A propos de laquelle, du train où vont les choses, il va bientôt falloir se demander ce qu'il lui reste exactement de complexes.

Notes

- [1] Proposé en janvier par M. Hollande, le « pacte de responsabilité » offre aux entreprises un allègement de cotisations sociales de 30 milliards d'euros... dans l'espoir que celles-ci voudront bien, en contrepartie, créer des emplois...
- [2] France 2, 7 janvier 2013.
- [3] BFM-RMC, 6 janvier 2014.
- [4] *Les Echos*, 4-5 mai 2013.
- [5] *Les Echos*, 23 mai 2013.
- [6] *Les Echos*, 23 mai 2013.
- [7] Matthias Fekl, député proche de Pierre Moscovici, cité in Lénaïg Bredoux et Stéphane Alliès, « [L'accord sur l'emploi fracture la gauche](#) », Mediapart, 28 avril 2013.
- [8] Dans la nouvelle d'Edgar Allan Poe *La Lettre volée* (1844), tous les protagonistes recherchent fébrilement un billet d'une importance décisive qu'ils supposent caché, mais qui est en fait posé en évidence sur un bureau.
- [9] Cité in Julien Ponthus, « [Hollande, VRP de la "start-up République" à San Francisco](#) », Reuters, 12 février 2014.
- [10] Arnaud Montebourg, « La Matinale », France Inter, 18 février 2014.
- [11] « [Le président de la CNAF dément la Présidence de la République](#) », blog de Gérard Filoche, 27 janvier 2014.
- [12] Christian Chavagneux, « [Pourquoi le pacte de responsabilité n'améliorera pas les marges des entreprises et ne créera pas d'emplois](#) », blog *Alternatives Economiques*, 6 janvier 2014.
- [13] *Id.*
- [14] Daniel Cohen, « [La baisse des charges est davantage une option pratique qu'une conversion idéologique](#) », entretien avec Franck Dedieu, *L'Expansion*, 18 février 2014.
- [15] Pour un démontage en règle de cette thèse, voir le petit livre de Laurent Cordonnier, *Pas de pitié pour les gueux*, éditions Raisons d'agir, 2000.
- [16] *Les Echos*, 3 janvier 2014.
- [17] *Id.*, la question lui est posée par Derek Perrotte.
- [18] En tout cas hors de toute coordination.
- [19] Commande de travail pour les ménages-salariés, commande de biens et services pour les entreprises-clients.